

L'ONU comme territoire politique

Les enjeux scalaires d'un acteur global

Laurent Beauguitte¹

¹ Université Denis-Diderot Paris VII - UMR Géographie-cités - 75205 PARIS Cedex 13

beauguittelaurent@parisgeo.cnrs.fr

Mots clés : géographie politique, Nations Unies, Union européenne.

Étudier en géographe l'Assemblée générale des Nations Unies suppose de prendre au sérieux la spatialité de ce qui est postulé comme un territoire, territoire certes politique, mais territoire au sens strictement géographique, à savoir un ensemble de lieux pratiqués et investis par des acteurs.

Une première partie de ce texte présente les principales hypothèses et postulats qui nous conduisent à affirmer la pertinence d'une approche multiscale dans ce qui paraît être, au premier abord, comme l'archétype d'une arène exclusivement internationale. Puis nous étudierons successivement deux conflits scalaires intéressant cet organisme : un conflit lié au positionnement de l'Union européenne à l'ONU, un conflit lié à l'échelle territoriale des résolutions adoptées.

Il est sans doute utile de rappeler brièvement comment fonctionne l'Assemblée générale de l'ONU. Chaque session commence en septembre et six commissions spécialisées proposent au vote diverses résolutions, ces résolutions ayant pour objectif de devenir les normes de la gouvernance mondiale. L'enjeu est explicitement de dicter des règles supranationales sur des thèmes aussi divers que les droits de l'homme, le désarmement, le développement économique ou le réchauffement climatique, mais ces résolutions sont juridiquement non contraignantes. Si seuls les 192 États membres peuvent voter, selon le principe : un État, une voix, les États ne sont pourtant pas les seuls acteurs impliqués. De nombreux groupements d'États sont reconnus et peuvent s'exprimer, proposer des résolutions ou justifier une position de vote. Lors des dernières sessions, on compte ainsi plus de trente groupes ayant pris position à l'Assemblée générale. Par ailleurs, des ONG et des représentants d'autres institutions (FMI, Banque mondiale) sont régulièrement invités à participer aux débats.

L'étude du comportement des représentants de l'Union européenne montre qu'il y a une tension scalaire s'exprimant

différemment selon les enjeux et les lieux de l'ONU. Si l'unité (de discours et de vote) règne le plus souvent, certains sujets font se confronter logique nationale, logique communautaire et logique internationale. Le jeu entre États membres du Conseil de sécurité et États non membres envenime encore la situation. Si l'UE cherche à s'affirmer à l'ONU comme acteur global, certains de ses États membres l'en empêchent régulièrement. Une analyse quantitative des votes utilisant des méthodes issues de l'analyse des réseaux sociaux (ego-network, densité) permettent de mettre en évidence ces conflits scalaires.

Le rôle des échelles apparaît également lorsqu'on étudie les sujets eux-mêmes des résolutions adoptées, le plus souvent par consensus. Le cas des droits de l'homme fournit une illustration exemplaire de ce rôle. Il est en effet possible de construire une typologie des résolutions en fonction de leur échelle cartographique. Il est ainsi des résolutions à prétention universelle, d'autres ciblées sur une population spécifique (femmes, enfants, migrants), d'autres enfin visant un territoire régional (Grands lacs), national (Corée du Nord) voire infranational (Jérusalem). Des tests effectués à différentes dates semblent montrer que plus l'échelle est grande (au sens géographique du terme), plus la résolution est adoptée par vote (et non par consensus), et plus les résultats des votes sont disputés.

Si la géographie française a tardé à s'intéresser à cet acteur, l'étude de l'ONU, et notamment celle de l'Assemblée générale, apparaît prometteuse. En s'appuyant sur les concepts clés de la discipline géographique (échelle, mais également distance et interaction spatiale), il nous semble possible de contribuer à l'interrogation sur le support entre échelle mondiale et échelle internationale. Si les conflits scalaires intéressent également d'autres disciplines, dont les sciences politiques et plus spécifiquement relations internationales, revendiquer une approche de géographe apparaît tout à fait justifié.